

ALDEPAC
Intervention du Premier ministre
Lomé, 11 novembre 2016

Je me réjouis de l'honneur qui m'échoit de vous souhaiter, au nom du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE et du Gouvernement, la cordiale bienvenue à Lomé, capitale du Togo. C'est un immense plaisir pour moi de vous revoir tous, chers amis de l'ALDEPAC, venus nombreux de divers horizons pour participer à la 11^{ème} Conférence annuelle de l'Alliance des Libéraux et Démocrates pour l'Europe, le Pacifique, l'Afrique et les Caraïbes.

Les plus hautes autorités togolaises, le parlement et le peuple tout entier se sentent très honorés du choix porté sur Lomé et ce, pour la deuxième fois, comme cadre de la Conférence annuelle de l'ALDEPAC. Cet honneur est bien ressenti pour deux raisons principales :

- En premier lieu, ce choix consacre de nouveau Lomé comme carrefour des grandes rencontres internationales. En effet, les présentes assises, si elles offrent l'occasion aux membres de l'ALDEPAC que vous êtes de redécouvrir Lomé, celles-ci se tiennent surtout au lendemain du sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine sur la « *sécurité, la sûreté maritimes et le développement en Afrique* » tenu du 10 au 15 octobre dernier et qui a abouti à l'adoption de la Charte dite 'Charte de Lomé'. Un des objectifs majeurs de cette Charte est d'harmoniser le cadre juridique en vue de lutter efficacement contre la piraterie maritime, la pollution marine et les trafics illicites en mer y compris le trafic d'êtres humains et les phénomènes migratoires clandestins afin de mieux valoriser l'économie bleue.
- En second lieu, la thématique retenue pour être débattue en terre togolaise à savoir : « des solutions économiques, sociales et environnementales inclusives pour accompagner la migration : une stratégie libérale », est non seulement une

thématique d'actualité mais elle interpelle aussi toute la communauté internationale sur la réponse adéquate à apporter à la crise migratoire actuelle d'ampleur inégalée de mémoire d'homme.

Chers participants, Mesdames et Messieurs

A vrai dire, la migration humaine est un phénomène qui est, sans nul doute, aussi ancien que l'humanité. Cependant, les drames qui se jouent tous les jours dans les océans et les mers en l'occurrence au niveau de la Méditerranée devenue un cimetière pour de milliers de jeunes, de femmes et d'enfants africains changent de paradigme au point que l'on parle à juste titre de tragédie épique.

Compte tenu des implications et des interdépendances diverses des migrations, l'on peut légitimement se poser la question de savoir, quelles sont les motivations de ces déplacements massifs qui, à priori, commencent avec beaucoup d'espoir mais finissent, pour la plupart et de manière récurrente, dans le désespoir ?

Comme disait l'économiste et sociologue allemand Max WEBER parlant de la causalité dans une de ses œuvres, je cite : « il n'y a jamais une seule cause à un phénomène donné, mais un ensemble de causes, dont, éventuellement, on ne peut jamais venir à bout » fin de citation.

Ainsi, s'agissant de la migration clandestine, l'on pourrait affirmer que les causes sont multiples. Elles sont professionnelles, politiques, économiques, environnementales, familiales, fiscales, liées aussi aux persécutions religieuses et ethniques, aux guerres civiles, au terrorisme, etc... Pour toutes ces raisons, justifiées ou injustifiées, légitimes ou illégitimes, certains des migrants prennent fréquemment de gros risques pouvant mettre leur vie et celle de leurs proches en péril afin de rejoindre des pays européens présentant des conditions de vie qu'ils estiment meilleures ou supposent comme telles.

Aujourd'hui plus qu'hier, et grâce aux importants progrès réalisés dans les domaines de la technologie, du transport et de la communication, beaucoup s'abandonnent à la nature, aidés en cela par des passeurs peu honnêtes. Les manifestations de cette tragédie qui mérite la mise en place d'une véritable « stratégie libérale », nous sont devenues malheureusement familières. Comme dans une sorte de télé-réalité, de milliers de

personnes parties à la recherche d'une vie digne, sont emportées par les flots et finissent au fond des océans. Même se laisser mourir ne dissuade plus. Pour eux, il s'agit de voir l'Europe des promesses ou mourir.

Chers participants, Mesdames et Messieurs,

D'après l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM), environ 3.162 personnes sont mortes ou disparues en mer Méditerranée en 2014 en tentant d'immigrer en Europe. D'autres statistiques faisaient déjà ou font froid dans le dos ; ainsi, le 03 octobre 2013, une embarcation transportant environ 500 migrants clandestins africains fit naufrage près de Lampedusa, occasionnant la mort de 366 personnes. En avril 2015, les différents naufrages d'embarcation sur la Méditerranée ont provoqué la mort de 1.200 migrants. Le cas le plus dramatique est celui du 27 août 2015 où 71 personnes sont retrouvées mortes asphyxiées dans un camion en Autriche. L'année 2016 en cours n'est pas du reste. Aussi, en mai dernier, trois naufrages en Méditerranée au large de la Libye ont-ils provoqué la mort de près de 700 migrants au point que du début janvier à la date 06 novembre 2016, on dénombre déjà 4 233 migrants ayant perdu la vie rien qu'en Méditerranée dont 3 743 en Méditerranée centrale près des côtes italiennes ; 415 en Méditerranée orientale proche de la Grèce et 62 en Méditerranée occidentale proche des côtes espagnoles.

De nos jours, des images choquantes de migrants entassés dans les lieux insalubres aux portes de l'Europe, des corps sans vie d'Africains rejetés et repêchés par centaines en Méditerranée, fuyant la guerre et l'indigence, nous sont régulièrement servies. Cette situation intenable doit davantage interpeller vivement notre conscience collective en tant que représentants de peuples et en tant que gouvernants. Pour ce faire, nous devons revisiter les stratégies de partenariat, repenser le développement et en finir avec la pauvreté.

Comment donc faire face aux défis migratoires mondiaux d'aujourd'hui et de demain au risque de voir la paix, la stabilité et la sécurité collectives compromises par la montée excessive des menaces terroristes ?

Face à ce questionnement, permettez-moi de dire que la grande famille des Libéraux et des Démocrates, en se réunissant à Lomé, s'inscrit dans le spectre de la recherche des solutions possibles. En effet, dans une approche multi-acteurs, la présente conférence de

l'ALDEPAC vise à structurer une réflexion proactive en vue de faire des propositions pour une amélioration des pratiques et politiques migratoires, au service du développement.

Il s'agit de contribuer, comme l'indique bien le thème de la rencontre, à éclairer les choix politiques sur les déterminants économique, social et environnemental des migrations et à élaborer des stratégies structurantes pétries des valeurs qu'incarnent et que véhiculent les Libéraux et Démocrates à savoir « promouvoir une société juste, libre et ouverte » qui permette à chacun de ses citoyens de partager pleinement dans la société en leur offrant, par la même occasion, l'opportunité d'exploiter leur potentiel, loin de la pauvreté, de l'ignorance et de la discrimination.

Chers participants, Mesdames et Messieurs,

De par sa nature, la migration est une problématique transfrontière et interétatique puisqu'à l'épreuve, sont concernés à la fois les pays de départ, de transit et d'accueil. C'est pourquoi, toutes initiatives visant à contribuer au règlement significatif de cette épineuse question et de tous les problèmes connexes notamment la prolifération des réseaux de trafiquants d'êtres humains doivent être basées sur une approche concertée et coordonnée. En d'autres termes, tout en étant nationales dans leur mise en œuvre, les mesures doivent être communautaires dans leur conception et leur promotion.

Mesdames et Messieurs,

Pour l'Afrique qui est durement affectée par cette tragédie, la solution doit passer par l'émergence d'une classe moyenne consistante et exerçant des emplois décents et stables. Nos pays qui, de surcroît, sont en quête d'émergence économique ont besoin de tous les bras valides et de toutes les compétences. Forger ce destin prospère commun, revient à donner à nos jeunes des raisons d'espérer à travers une formation entrepreneuriale et professionnelle de qualité mais aussi à travers la promotion des solutions innovantes et efficaces en matière d'activités génératrices de revenus en faveur des femmes et des couches vulnérables pour une inclusion financière et sociale gage de la prospérité et du bien-être commun.

Au Togo, conscient des défis, le Gouvernement, sous la haute impulsion du Président de la République et soucieux d'offrir une vision nouvelle du développement fondée sur

l'inclusion économique et sociale, a pu réaliser des acquis socio-économiques indéniables, ces dernières années, grâce à des réformes structurelles courageuses qui ont conforté son processus de démocratisation et consolidé les secteurs structurants de son économie, la modernisation des infrastructures portuaires, routières et aéroportuaires ainsi que des services qui ont permis à notre pays de réaliser un taux de croissance moyen du Produit Intérieur Brut (PIB) de 5,4 %.

Cette approche a permis également au gouvernement d'améliorer sensiblement l'accès des populations aux services essentiels (éducation, santé, énergie, eau potable, marchés, pistes rurales, etc.) et de réduire la vulnérabilité, à travers de nombreux produits financiers spécifiques et adaptés aux différentes couches socio-professionnelles. Par exemple, il a été instauré le FNFI (Fonds national de la finance inclusive) destiné prioritairement aux femmes, du FNFI découlent aujourd'hui plusieurs autres produits à savoir l'APSEF (Accès des pauvres aux services financiers) l'AGRIFEF (Accès des Agriculteurs aux services financiers) pour aider les paysans, l'AJSEF (Accès des jeunes aux services financiers) destinés à encourager les jeunes diplômés sans emploi à évoluer dans l'entrepreneuriat afin de combattre l'oisiveté qui aiguise le goût à l'émigration.

Il résulte de tous ces efforts, une réduction notable de l'incidence de la pauvreté qui est passée de 61,7 % en 2006 à 55,1 % en 2015.

Cette dynamique s'est vue renforcée par le lancement, en juin 2016, par le Chef de l'Etat, du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) qui permettra, avec l'appui du PNUD, à une frange importante de la population vulnérable notamment celle des zones périurbaines et rurales de sortir de la pauvreté grâce à des programmes de construction d'infrastructures socioéconomiques de base et à des projets de développement conçus et réalisés à travers une approche participative tout ceci dans le respect strict de l'environnement.

C'est à l'aune de ces orientations en faveur de l'ancrage démocratique, de la gouvernance et du modèle de développement qui place le citoyen au centre des préoccupations de nos actions et politiques que le Togo poursuit sa marche vers le développement durable.

Chers participants, Mesdames et Messieurs

Je suis convaincu que la conférence annuelle qui s'est donné les moyens de son ambition, à travers la mobilisation de toutes les sommités ici présentes, apportera une grande richesse à la réflexion sur ces questions de migration qui nous réunit ici de sorte que, des assises de Lomé sortiront des idées novatrices qui permettront à nos Etats à revoir le phénomène migratoire d'un autre œil. Ce faisant l'histoire retiendra que des citoyens du monde ont ressuscité en l'homme l'humain qui le caractérisait.

Sur ce, je déclare ouverts, au nom du Président de la République, les travaux de la 11^{ème} Conférence annuelle de l'Alliance des Libéraux et Démocrates pour l'Europe, le Pacifique, l'Afrique et les Caraïbes.

Vive l'ALDEPAC,

Vive le Togo,

Vive la coopération internationale,

Je vous remercie de votre aimable attention !